

La menace xylella ressurgit mais les solutions tardent

La bactérie décelée sur deux oliviers d'ornement à Antibes et Menton par les services de l'État est une souche virulente de la xylella fastidiosa et des mesures ont été prises pour détruire ces arbres.

Un danger proche mais *"la situation de la Corse reste inchangée"*, assure la préfecture de Corse qui s'affaire à développer *"une stratégie de lutte contre la xylella, mise en place pour tenir compte des spécificités du territoire insulaire"*.

La CdC tente aussi d'apporter des solutions conformément au code de l'environnement qui permet *"au président du conseil exécutif de Corse d'interdire l'introduction et la propagation des espèces exotiques envahissantes"*, sans toutefois déroger à une unique *"liste des spécimens d'espèces végétales non indigènes et non cultivées, ou d'espèces invasives"*.

Des attributions réglementées mais d'autres problèmes sont à résoudre notamment celui de dégager un consensus. La 6^{ème} réunion d'hier n'a apparemment pas été plus productive que les précédentes. Preuve des divergences entre élus et professionnels, le huis clos instauré par François Sargentini, président de l'OEC, n'a pas été partagé par des membres de l'assistance qui n'ont rien caché à la presse de la nature des débats.



Tous les acteurs institutionnels et des filières n'ont pas participé à la réunion d'hier sous l'égide de l'OEC. Pourtant la xylella est proche et les solutions tardent à pointer à l'horizon. / PHOTO JOSE MARTINETTI

Monique Meunier, vice-présidente régionale de l'union nationale des entreprises du paysage, concède : *"On n'a rien appris de nouveau. Les avis s'opposent pour savoir s'il faut interdire ou non l'introduction des végétaux. Mais si les végétaux peuvent être porteurs de*

la bactérie, c'est principalement d'autres vecteurs tels que la cicadelle qui la véhiculent. Il y a des végétaux indigènes et d'autres à haute valeur économique. Pour les professionnels du paysage et de la pépinière que nous sommes, pas question de se sabrer. Nous devons

donc travailler en commun avec les autres filières et en bonne intelligence."

"Il ne suffit pas de faire de l'homéopathie"

Pour Gilles Salva, qui dirige le

pôle végétal du centre de recherche viticole de Corse, c'est *"l'impression de revivre les mêmes choses que les fois précédentes"* qui émerge. *"Si la Corse veut vraiment prendre la main sur ce problème, il faut montrer aux instances supérieures une bonne coordination entre toutes les filières, dresse-t-il. Et apparemment, c'est loin d'être le cas."*

Sandrine Marfisi, présidente de l'interprofession oléicole de Corse, réitère la demande *"de passer aux actes et d'interdire l'entrée de plantes sensibles et potentiellement porteuses de la bactérie. Il ne suffit pas de faire de l'homéopathie. La bactérie n'a pas de jours fériés ni de pause pour arriver. Mais on en est au même point"*, grogne-t-elle en relevant l'absence de la pré-fète à cette réunion.

Pour François Sargentini, le sentiment est plus positif : *"Je sais qu'on ne sortirait pas de cette réunion avec une solution clé en main. Nous rentrerons dans une phase plus active début octobre. C'est une stratégie qui va se développer dans le temps. Une stratégie qui ira même au-delà de la xylella car des décisions sont aussi à prendre au niveau animalier. En nous mettant tous autour de la table, nous allons pouvoir trouver des solutions."*

MARC-ANGE INGRAND